

RAPPORT N° 2022/3-31
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

OBJET

CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT DE L'OUVERTURE DU TRANSPORT PAR CABLE CHAUDRON / MOUFIA / BOIS DE NEFLES SAINT-DENIS AVEC L'ASSOCIATION CAP (CLUB ANIMATION PREVENTION) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LA RECONDUCTION DE LA CONVENTION POUR UNE DUREE DE 3 MOIS

Référence au projet politique :

Orientation 2 : Favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal

Axe 5 : Evoluer vers un territoire « 100% mobile »

Engagement 12 : Privilégier les mobilités actives par rapport à la voiture individuelle

La mise en service du transport par câble le 15 mars 2022 a entraîné le démarrage de la phase B de la tranche optionnelle relative à l'exploitation et la maintenance du téléphérique.

Dans le cadre de l'ouverture de cette ligne, une convention de partenariat a été signée avec le club animation prévention (CAP) pour intervenir comme facilitateur auprès des utilisateurs de cette ligne de transport par câble.

Cette convention d'une durée de 1 mois (du 15 mars au 15 avril 2022) couvrait l'intervention de 6 facilitateurs ayant le statut de médiateurs.

Le bilan de cette action montre que des situations tendues sont perçues notamment à Campus et à Bois de Nèfles en fin de journée (attroupement de personnes, personnes en état d'ébriété).

Le comité de pilotage en date du 17 mai 2022 a préconisé de reconduire la convention initiale avec 4 facilitateurs pour une durée de 3 mois à partir du 1^{er} juin jusqu'au 31 août 2022.

Le coût de la mission s'élève à 31 200 € pour 4 médiateurs soit 2 600 € par ETP.

Placés sous la responsabilité hiérarchique directe du responsable du pôle opérationnel du CAP pendant toute la durée du partenariat, ils interviendront sur les stations Chaudron et Campus du lundi au dimanche de 13h à 20h.

A l'issue de cette mission, le Club Animation Prévention est engagé à dresser un bilan de cette action. Il le remettra à la CINOR un mois au plus tard après la fin de la mission.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la reconduction de la convention d'accompagnement de l'ouverture du transport par câble Chaudron/Moufia/Bois de Nèfles Saint-Denis, conclue entre la CINOR et l'association Club Animation Prévention (CAP)
- Autoriser le Président de la CINOR à signer cette reconduction

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-31-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

DECISION N°2022/3-31
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022

OBJET : CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT DE L'OUVERTURE DU TRANSPORT PAR CABLE CHAUDRON / MOUFIA / BOIS DE NEFLES SAINT-DENIS AVEC L'ASSOCIATION CAP (CLUB ANIMATION PREVENTION) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LA RECONDUCTION DE LA CONVENTION POUR UNE DUREE DE 3 MOIS

Référence au projet politique :

Orientation 2 : Favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal

Axe 5 : Evoluer vers un territoire « 100% mobile »

Engagement 12 : Privilégier les mobilités actives par rapport à la voiture individuelle

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions Transports et Déplacements et Administration Finances

Sur le RAPPORT n° 2022/3-31 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-31-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

- D'approuver les termes de la reconduction de la convention d'accompagnement de l'ouverture du transport par câble Chaudron/Moufia/Bois de Nèfles Saint-Denis, conclue entre la CINOR et l'association Club Animation Prévention (CAP)

ARTICLE 2

- D'autoriser le Président de la CINOR à signer cette reconduction

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JUIL 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

